

Molenbeek, laboratoire du « post-djihadisme »

Le livre

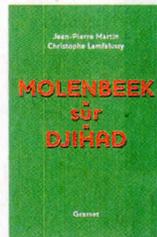
Le tableau qu'ils dépeignent est, écrit-ils, « effrayant ». Ils sont belges, immergés depuis une vingtaine d'années dans l'observation d'une ville-région devenue l'un des creusets du radicalisme islamiste et ils analysent en profondeur ce qui s'est déroulé à Molenbeek, quatorze mois après les attentats de novembre 2015 à Paris et dix mois après ceux qui ont frappé l'aéroport de Zaventem et le métro Maelbeek.

« Qu'avons-nous raté, nous, les Belges ? », interrogent Christophe Lamfalussy, journaliste à *La Libre Belgique*, et Jean-Pierre Martin, journaliste à RTL-TVi. La réponse n'est pas simple, tant les facteurs, souvent négatifs, qui ont pesé sur l'évolution de cette petite municipalité surpeuplée – près de 100 000 habitants recensés sur 6 km² –, sont nombreux. Ils ont abouti à transformer le « Vieux Molenbeek », où se concentre depuis plus de cinquante ans une communauté belgo-marocaine, en « creuset idéal » pour un cocktail de délinquance, de radicalisme religieux et de repli communautaire. Les auteurs des attaques meurtrières des terrasses, du Bataclan et de Bruxelles sont les purs produits de ce que les deux auteurs appellent « une fabrique et une zone de transit » de djihadistes, un « hub » resté trop longtemps hors contrôle.

Comment les diverses autorités de ce pays ont-elles laissé filer la situation jusqu'à la création d'une zone de laisser-aller, voire de non-droit ? Aidés par les agents municipaux, les policiers, les magistrats, les politiques ou les acteurs du monde culturel qu'ils ont interrogés, Lamfalussy et Martin s'efforcent de décrire le côté pile et le côté face de cette cité où, désormais, une bonne partie de la population vit dans la souffrance d'avoir été inscrite sur la carte mondiale du terrorisme.

Côté positif, il y a l'indéniable convivialité et la solidarité de ce quartier, décrites par Hakim Naji, un éducateur de rue. Il y a également une impressionnante efflorescence culturelle, dont il reste cependant à savoir si elle touche vraiment les jeunes du quartier. Ismaël Saïdi, ancien policier devenu metteur en scène, auteur de la pièce *Djihad*, regrette, par exemple, que les habitants des quartiers les plus pauvres soient souvent tenus à l'écart d'une série de manifestations, parfois prestigieuses.

Il y a, par ailleurs, une mobilisation des autorités municipales et de la maire, la libérale Françoise Schepmans, qui exerce son premier mandat. Elle affirme privilégier quatre pistes : la mise à l'écart des prédicateurs radicaux, la lutte contre le trafic de drogues et le recel, un examen attentif du fonctionnement des mosquées – on en dénombre vingt-cinq, dont cinq seulement officiellement reconnues, tandis qu'une quinzaine d'autres lieux de prière échappent aux regards – et la responsabilisa-



MOLENBEEK-SUR-DJIHAD

de Jean-Pierre Martin et
de Christophe Lamfalussy
Ed. Grasset, 304 pages,
19 euros

tion des familles. La mairie devrait aussi mettre de l'ordre dans les quelque 1500 associations constituées sur son territoire. Prétendument « sans but lucratif », certaines ont pour vocation de vendre du haschisch ou de couvrir les activités d'écoles coraniques...

UNE TÂCHE COLOSSALE

Tentant de convaincre que Molenbeek peut donc devenir une sorte de laboratoire du « post-djihadisme », divers responsables interrogés arriveront-ils à leurs fins ? A lire les deux auteurs, leur tâche sera colossale et devra se déployer sur de nombreux fronts. « Clientélisme, pauvreté, communautarisme, aveuglement, laxisme... » sont les principaux éléments du diagnostic posé par les auteurs. Tout cela a eu un résultat bien tangible : sur les 543 combattants belges officiellement présents en Syrie et en Irak, 179 proviennent de Bruxelles et, parmi ceux-ci, 79 de Molenbeek.

Un record européen qui n'est pas le produit du hasard. Christophe Lamfalussy et Jean-Pierre Martin étaient de ceux qui, dès le début des années 2000, mirent en évidence le risque de dérive de ces quartiers livrés à eux-mêmes.

C'est de Molenbeek, rappelons-le, que partent, à la veille du 11 septembre 2001, les deux assassins du commandant anti-talibans Ahmed Chah Massoud. Là, que Malika El-Aroud, compagne de l'un des deux terroristes et devenue la « veuve noire » du Web, Khalid Zerkani, un recruteur à grande échelle, ou Fatima Aber-

kan, qui développa une sorte d'agence de voyages vers la Syrie et y envoya sa famille, purent agir en toute impunité. Salah Abdeslam, l'homme qui a échappé pendant quatre mois à la police belge après les attentats de Paris, ou Abdelhamid Abaaoud, l'un des « contremaîtres » de ces massacres, ne sont finalement que les héritiers de ces apôtres du « djihad global ».

Le livre, qui offre une large fresque du phénomène terroriste sans se focaliser sur Molenbeek, est aussi un réquisitoire contre des dirigeants qui ont fait preuve d'une « coupable insouciance » et d'une « vision à court terme de la politique ». Dans les années 1970, les autorités ont, par exemple, laissé à l'Arabie saoudite ou à des Frères musulmans chassés de Syrie le contrôle de l'islam belge. A Molenbeek, la mairie a fermé les yeux sur les dérives salafistes, troquant cette tolérance contre l'assurance d'un maintien de la paix civile. Funeste erreur d'un responsable, le socialiste Philippe Moureaux, qu'un de ses adjoints accuse de « stalinisme » et d'aveuglement face au péril intégriste.

Aujourd'hui, tous les commerçants juifs ont quitté Molenbeek, où les auteurs ont, en revanche, déniché des poupées Barbie en niqab. Une jeune femme qui avait choisi de vivre là a, elle aussi, décidé de partir, fatiguée de vivre « tête baissée ». En réponse, le ministre de l'intérieur évoque la possibilité d'une « reprise de contrôle ». Possible ? A vérifier. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)